

Écologie sociale et décroissance

Floréal M. Romero

Mai 2024

Bien que rarement citée par les partisans de la décroissance, l'écologie sociale présente de nombreux points communs avec cette école de pensée : réduction de la taille des villes, critique de la société de consommation ainsi que de la technologie (bien que Bookchin ait eu une vision plus nuancée qu'on ne le lui attribue généralement), réduction de la journée de travail, création de biens durables, promotion d'un mode de vie alternatif et plus humain... Tous ces thèmes figurent en bonne place dans les deux approches, avec toutefois des différences notables en fonctions des nombreuses variantes de la conception même de la décroissance.

Bookchin peut être considéré comme un précurseur de cette dernière, notamment en ce qui concerne la relation antinomique qu'il établit entre l'économie capitaliste et l'écologie, ainsi que sa critique radicale du productivisme. L'une de ses contributions à la pensée critique de gauche est d'avoir montré que les limites du capitalisme ne sont pas purement économiques, notamment vis-à-vis de l'accumulation et l'antagonisme de classes, comme le pensait Marx. Le mal est bien pire encore puisque sa dynamique obligée le pousse à détruire les fondements mêmes de la vie :

« *Quel que soit le sort du capitalisme en tant que système économique à "limites internes", nous pouvons désormais affirmer sans aucun doute qu'il a des limites externes : celles de l'écologie.* »

« *Il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini* », disent les partisans de la décroissance. Bookchin n'en pensait pas moins. Au milieu du siècle dernier, déjà il constatait que le capitalisme, par sa recherche effrénée et constante du profit et donc de la croissance, conduit à la « *production pour la production* » (une production dont le seul but est de faire tourner la machine, quel que soit le produit), avec son corollaire inévitable : la « *consommation pour la consommation* ». Une consommation effrénée qui devient une fin en soi par la nécessité d'acheter pour satisfaire des besoins artificiels et sans cesse renouvelés. Depuis, nous sommes victimes d'une consommation qui ne nous satisfait ni ne nous libère du « besoin » obsessionnel et frénétique de consommer. Le désir de possession sans fin des décideurs politiques et financiers et leur dépravation éhontée trouvent leur corollaire à tous les niveaux de la pyramide sociale, au point de provoquer la perte du sens éthique et moral, la pauvreté et la misère du commun des mortels.

Ce constat permet de jeter un premier pont entre la décroissance et l'écologie sociale. À travers de nombreux textes, Bookchin s'attache à montrer comment l'économie de marché, par la transmission de ses valeurs mercantiles, a donné naissance à une société de marché. Un mode d'action et de pensée qui a progressivement envahi tous les domaines de notre vie, même la sphère privée et familiale, colonisant nos valeurs et nos esprits. Ainsi, nos vies finissent par être soumises aux mêmes impératifs de performance et de croissance :

« *L'économie de marché se répand partout, transformant la société elle-même en un marché – un immense centre commercial –, elle dicte les paramètres moraux de la vie humaine et fait de la croissance un synonyme de progrès, tant social que personnel. La personnalité, la vie sentimentale, le revenu ou même le système de croyances, tout comme une entreprise, doivent croître ou mourir.* »

Ainsi, l'être humain est de plus en plus dépersonnalisé, plongé dans une compétition permanente, atomisé, sans lien avec les autres et donc avec lui-même et son individualité ; de plus en plus construit et modelé selon la volonté du marché. Pour Bookchin, il est urgent de réhumaniser la société et donc chacun d'entre nous, afin que nous assumions à nouveau la responsabilité de « *l'être-au-monde-ensemble* », qui se manifeste dans la générosité, dans une existence pleine et profonde, dans l'empathie avec les autres ainsi qu'avec le milieu naturel. Il s'agit de reprendre conscience de la nécessité de donner un sens et une valeur à notre vie. Mais pour cela, nos existences doivent être dépouillées de toutes les choses superficielles et superflues qui se sont accumulées, subterfuges d'un épanouissement longtemps promis et que nous n'atteindrons jamais par cette voie captieuse. Bookchin lance ainsi le même appel à la « *décroissance des biens* » que les partisans de la décroissance.

Bookchin rejoint William Morris, un autre précurseur qu'il connaissait bien et propose, à la place des gadgets inutiles et des produits de

mauvaise qualité, des biens durables fabriqués par des artisans créatifs et fiers de leur travail. Des objets beaux, utiles, achetés pour être gardés et auxquels on s'attache, conçus pour s'adapter à différentes situations, modulables et réparables à volonté. Et surtout, des objets que l'on partage en fonction de ses besoins et qui acquièrent une utilité sociale et une dimension esthétique, plutôt qu'une dimension essentiellement économique. Derrière la question de la déshumanisation et de la saturation physique (et psychologique) se cache le thème central du besoin. Dans les années 1960, Bookchin distingue les vrais des faux besoins. Les premiers correspondent aux besoins fondamentaux : se nourrir, se loger, se vêtir, préserver sa santé, s'épanouir socialement et personnellement, etc. Les seconds sont liés à la société de consommation : besoins artificiels fabriqués par la publicité, liés au désir mimétique de posséder autant ou plus que son voisin, au désir d'acquérir un prestige social, etc. Ces besoins créés artificiellement n'apportent aucune satisfaction réelle, mais sont responsables d'un grand gaspillage et de l'épuisement des ressources naturelles. Si la décroissance et l'écologie sociale se rejoignent sur ces points, Bookchin insiste cependant fortement sur la nécessité de ne pas culpabiliser le consommateur :

« *Il est inexact et injuste de faire croire aux gens qu'ils sont personnellement responsables des risques écologiques actuels parce qu'ils consomment et se reproduisent à outrance.* »

Les premières victimes de cette situation sont les impuissants. Les causes sont à chercher ailleurs.

Bookchin a une opinion tranchée sur cette question, que l'on peut opposer aux écrits et commentaires, parfois moralisateurs, de certains auteurs ou militants de la décroissance. Selon lui, le problème vient d'un système économique qui nous pousse à agir selon ses propres règles. Blâmer le consommateur – pour son empreinte écologique, par exemple – c'est oublier la responsabilité des entreprises et des multinationales. Ainsi :

« *[...] la réalité de l'économie de marché, d'une manière générale, est que les consommateurs demandent rarement un produit de manière spontanée, et que leurs modes de consommation ne sont pas non plus guidés par des considérations purement personnelles. Aujourd'hui, la demande est créée non par les consommateurs, mais par les producteurs – en particulier par des sociétés appelées "agences de publicité" – en utilisant toute une panoplie de techniques pour manipuler les goûts du public.* »

Bookchin met ainsi en garde contre une approche centrée uniquement sur la consommation et le mode de vie. Si la première étape peut être la prise de conscience individuelle, un véritable changement ne peut intervenir que s'il s'accompagne d'un changement institutionnel radical dans notre société. Sans cela, les personnes qui résistent à la consommation resteront marginalisées, tolérées par le modèle dominant et destructeur.

Pour une société d'abondance

Cette société alternative promue par l'écologie sociale ressemble beaucoup à celle à laquelle aspirent les partisans de la décroissance. Bookchin, arrivé à la conclusion de la nécessité vitale de « refaire » la société, d'en revoir les fondements, propose le développement d'une société organique – c'est-à-dire faite d'interrelations d'échange et de soutien mutuel bénéfiques à chacune des parties – qui ne soit pas dominante, et qui réponde aux aspirations et aux besoins humains – matériels, mais aussi psychologiques et physiologiques – ainsi qu'à ceux de l'environnement. Dès lors, tout en exprimant une volonté de retour à l'essentiel, l'écologie sociale en appelle à une « société d'abondance » (reprenant la formule de « l'abondance frugale » popularisée par Serge Latouche). Bookchin utilise le terme de société « *post-scarcity* » (post-rareté – *Post-scarcity* est aussi le titre de son premier livre phare, publié en 1971), c'est-à-dire une société qui cesse d'être condamnée à la rareté et qui, en garantissant l'accès aux biens nécessaires et désirés à ceux qui en ont besoin, se libère de la rareté (et de son corollaire : la peur de la rareté). Ce concept de « *post-scarcity* » ou d'abondance frugale n'est pas aussi facile à comprendre qu'il n'y paraît. Si les promoteurs de la décroissance doivent sans cesse rappeler à leurs détracteurs que leur projet ne signifie pas un retour à la bougie, à une vie de pauvreté, Bookchin, lui, doit souvent leur rappeler que sa société d'abondance ne signifie pas une consommation sans raison ni limites :

« *Dans mes textes, "au-delà de la pénurie" ne signifie pas profusion, abondance ou consommation inconsidérée. J'utilise le mot "rareté" dans son sens hellénique, pour désigner l'existence historique d'une*

insuffisance en termes de moyens fondamentaux d'existence, ainsi que la nécessité de travailler toute une vie pour compenser cette insuffisance, et non pour désigner la prolifération de faux "besoins", avec l'abondance destructrice, la croissance économique et le travail obsessionnel nécessaires pour les satisfaire. »

Une société d'abondance, telle que la conçoit Bookchin, devrait même produire l'effet inverse et permettre de se libérer de la surconsommation par une sélection rationnelle du nécessaire. Chacun serait guidé par les besoins ou les désirs du moment et non par un besoin compulsif de posséder ou de consommer. C'est une proposition qui ouvre de nouvelles perspectives de développement humain, à condition qu'elles se concrétisent. Car s'il est vrai, selon Bookchin, qu'aujourd'hui les conditions matérielles et technologiques pour y parvenir sont réunies, la grande force de la société actuelle est de maintenir la population dans un état de manque permanent et de dépendance artificielle (vis-à-vis de l'État, de l'argent, du travail, etc.), notamment par la création constante de nouveaux besoins et de nouvelles restrictions. S'en libérer est pourtant la seule chose qui permettrait d'ouvrir la voie à un autre type de société.

Promouvoir une technologie libératrice

La réalisation d'une certaine forme d'abondance matérielle dépend des conditions techniques, mais celles-ci restent une question épineuse dans certains cercles écologistes et décroissants. Le point de vue de l'écologie sociale diffère de beaucoup de ces courants à cet égard. Bien qu'il soit d'emblée très critique à l'égard des avancées technologiques modernes, Bookchin considère le potentiel technique comme une opportunité et une possibilité de libération. Le problème réside en ce qu'elle a été détournée, appliquée et développée vouée à servir la logique productiviste du capitalisme et ce dès ses premiers pas, devenant ainsi le moteur de la concurrence et du profit pour en somme concrétiser la croissance économique. Dans ce contexte, les facteurs humains tout comme les éléments de notre milieu naturel ne sont considérés que comme simples ressources matérielles.

Depuis la révolution industrielle, nous vivons sous le paradigme d'une équation dangereuse qui assimile le progrès technique au progrès humain. Cependant, cette promesse de libération n'a pas été tenue. En plus de provoquer des destructions massives, des pollutions de toutes sortes et d'autres « accidents collatéraux », la technologie nous asservit de plus en plus, notamment en augmentant notre dépendance à l'égard d'un savoir détenu presque exclusivement par des experts, des techniciens et leurs machines dans toutes les disciplines possibles et imaginables.

Dans notre vie quotidienne, la technique nous a soulagé de nombreux fardeaux, du moins dans les sociétés occidentales. Mais surtout, elle a facilité l'avancée effrénée d'une société de gaspillage, d'exploitation et de misère, mais aussi de contrôle et d'évasion mentale. Tout cela justifie la peur et la méfiance :

« Il n'est donc pas étonnant de constater que cette tension entre peur et espoir se résout de plus en plus souvent en faveur de la peur, sous la forme d'un rejet aveugle de la technologie. La technologie apparaît comme un démon, doté d'une vie propre et d'intentions malveillantes, qui menace de mécaniser et même d'exterminer les êtres humains. Le profond pessimisme engendré par cette attitude est souvent aussi simpliste que l'optimisme qui prévalait auparavant. Le danger est réel que nous abandonnions toute évaluation sévère de la technologie, que nous tournions le dos à ses aspects libérateurs et, pires encore, que nous nous soumettions avec fatalisme à son utilisation à des fins destructrices. Si nous ne voulons pas être paralysés par cette nouvelle forme de fatalisme social, nous devons définir un équilibre. »

Pour Bookchin, les ravages de la technique ne doivent pas conduire à son rejet pur et simple. Ainsi, il est convaincu (comme beaucoup d'anarchistes dont Kropotkin) que nous pouvons utiliser la technique pour nous libérer, à condition qu'elle ne soit pas utilisée au profit des investisseurs. Sa position, en faveur d'une utilisation rationnelle de la technique, est liée à la nécessité de créer une société d'abondance, de donner à l'humanité la capacité matérielle de se libérer du joug du dur labeur, qui consomme non seulement de la force physique, mais aussi du temps. Un temps précieux qui pourrait être utilisé pour l'art, pour créer, pour tisser des liens avec les autres – humains et non-humains –, pour se soigner, mais aussi et surtout pour faciliter et encourager la participation des citoyens à la politique. Aujourd'hui, grâce à la technique, nous pourrions récupérer ce temps précieux et nous libérer de l'esclavage inavoué et le plus souvent caché du travail salarié.

Ayant vécu l'essor et la progression rapide de la technique moderne dans les années 1960 et 1970, Bookchin affirme que nous sommes confrontés à un changement qualitatif majeur. Il note qu'avec les connaissances modernes, il est possible de développer une technique à la fois libératrice et écologique, contrôlée par chaque citoyen : énergies renouvelables, outils simples, développés par et pour les êtres humains et conviviaux. Bookchin y voyait un avenir possible pour une société techniquement avancée, mais en même temps humaine et écologique.

« Le cœur du problème est la potentialité. Je ne prétends nullement que la technologie est nécessairement libératrice ou sans équivoque bénéfique au développement humain ; mais je ne crois pas non plus que les machines et la mentalité technologique nous condamnent à être leurs esclaves, comme Juenger et Ellul semblent le penser. Ce que je veux dire, c'est qu'un mode de vie organique sans soutien technologique serait aussi incapable de fonctionner qu'un homme sans squelette. La technologie est la base structurelle de la société ; c'est dans le cadre qu'elle définit que s'inscrivent l'économie et la plupart des institutions. »

Mais, selon lui, l'émergence de cette technique nécessite une révision des valeurs directrices de la recherche et du développement (et de la production en général). La société doit reprendre le contrôle de la science afin de développer une technique à visage humain, dédiée à la satisfaction de nos besoins. Dans une perspective d'écologie sociale, les orientations techniques, enfin libérées de la logique marchande, seraient directement définies par les entités locales et soumises à de nombreux impératifs éthiques et démocratiques, en fonction de leur utilité sociale et du contexte environnemental spécifique du lieu où elles seront utilisées. Bookchin parle ainsi de « matrice sociale » de la technologie, de la possibilité de choisir l'une ou l'autre selon le type de société. Ce choix est donc essentiel pour maîtriser la technologie et non l'inverse, et pour en tirer tous les bénéfices, pour nous et pour la biosphère, sans en subir les graves inconvénients.

Une telle technique nous donnerait également les moyens d'éviter les dangers du localisme et de construire des liens relationnels et administratifs au-delà de nos communautés locales, pour atteindre l'interconnexion des communautés de communes, régionalement par le fédéralisme et au-delà via le confédéralisme. C'est là la structure de base du communalisme.

Bookchin, partisan de la décroissance ?

Il est clair, d'après ce qui a été dit, qu'il existe de nombreuses similitudes entre la décroissance et l'écologie sociale. Cependant, bien que Murray Bookchin critique toujours sans concession dans ses ouvrages l'obligation capitaliste de « croître ou mourir » (expression utilisée par Marx), il n'a jamais – à notre connaissance – utilisé le terme de « décroissance » dans ses écrits. Il est possible qu'il ne le connût même pas : les sources de la pensée écologiste anglo-saxonne – et plus encore nord-américaine – sont relativement différentes de celles que nous connaissons en Europe. Cependant, nous avons trouvé quelques commentaires qui pourraient s'appliquer aux théories de la décroissance. Bookchin, très soucieux de cohérence – pour lui, une idée insuffisamment définie est aussi dangereuse qu'un dogme indiscutable – se serait sûrement méfié de l'ambiguïté du mot « décroissance ». Sans doute aurait-il craint que, sortie de son contexte, cette expression provocatrice ne se retourne contre ses créateurs, devenant, à l'instar du « développement durable » ou de l'« environnementalisme », un nouveau slogan fourre-tout. C'est précisément le danger de tout slogan qui, par définition, ne considère pas le problème écologique dans toute sa complexité holistique :

« Si nous voulons trouver les racines de la crise écologique actuelle, nous ne devons nous tourner ni vers la technique, ni vers la démographie, ni vers la croissance, ni vers le rôle d'un fléau en particulier. Nous devons nous tourner vers les changements institutionnels moraux et spirituels qui sous-tendent notre société humaine et qui ont produit la hiérarchie et la domination. »

Adopter une autre attitude reviendrait à susciter une relance diamétralement opposée, qui pourrait justifier des mesures étatiques de plus en plus restrictives, voire répressives (augmentation des taxes, écotaxes, subventions, normes, amendes, etc.). Objectivement, nous aurions alors contribué, par l'exaltation du rationnement (« simplicité volontaire »), à ouvrir la voie à l'austérité par l'exemple.

À bien y réfléchir, dans notre société capitaliste (donc basée sur la croissance), la « décroissance » ne signifierait que ce qu'elle est

déjà : la « récession ». Ceci dit, Bookchin n'est opposé ni à la décroissance en soi, ni à la simplicité volontaire, pour autant qu'elles soient développées dans un cadre adapté : « Appeler à la "simplicité volontaire", d'accord, mais seulement quand les moyens de vivre sont vraiment simples et accessibles à tous ». Et à la condition de ne pas s'arrêter à ces concepts, mais d'aborder la question de manière globale. Dans une optique de décroissance, on ne peut manquer de critiquer résolument le capitalisme ni juger facultative l'incompatibilité de celui-ci avec la décroissance :

« À moins de remonter aux sources de la croissance – la compétition dans une société de marché du croître ou mourir –, l'exigence d'un contrôle de la croissance est absurde autant qu'impossible. »

En effet, la croissance n'est pas seulement un paradigme repris par les médias et les politiciens de tous bords. Selon Bookchin, ce qui sous-tend le terme « croissance », et en même temps l'alimente, c'est la concurrence féroce entre les entreprises sur le marché : le risque constant d'être vaincu et absorbé par un rival, qui conduit invariablement à une spirale de croissance. Faire des profits, trouver de nouveaux marchés (et en trouver sans cesse), produire moins cher et donc trouver des matières premières en abondance, inventer des machines toujours plus performantes, nécessitant plus d'énergie et moins de main-d'œuvre (pas toujours docile)... Tout cela devient une nécessité vitale pour toute entreprise. Et, à l'autre bout de la chaîne, inventer et créer, par la publicité, autant d'occasions de vendre que possible, en recherchant l'innovation permanente. Cela conduit à une logique de guerre larvée (ou déclarée, si nécessaire), soutenue par les États, et à un pillage systématique et moralement inconsidéré des « ressources naturelles et humaines ».

Malgré la primauté qu'accorde l'écologie sociale aux dominations sociales, l'importance à donner aux causes et facteurs économiques, et notamment de la croissance, en lien avec les dominations sociales n'est pas à passer sous silence. Le motif de la critique de la « domination » en elle-même et pour elle-même, faisant fi de l'aliénation que secrète la structure dynamique sociale et économique dans son ensemble, pourrait faire oublier ce qui se trouve en son cœur : « le sujet automate ».

« Concept défini par Marx, ce sujet automate (automa-tisches Subjekt) représente la recherche effrénée et obligatoire de la valorisation de la valeur. Ce qui implique une production et une consommation sans limites, une croissance sans cesse sous-tendue par cette logique qui débouche sur l'accumulation de la valeur. L'urgence vitale qui est celle de notre survie suppose la création d'un mouvement capable de casser cette dynamique mortifère. Et ce mouvement émancipateur ne pourra prendre corps qu'en abolissant les dominations, et non pas en inversant les rôles ou en ignorant les structures qui l'alimentent et le sous-tendent. »

Bookchin ne croyait donc pas aux possibilités de contrôler la croissance sans toucher au fonctionnement même de la société. Une critique qu'il a formulée après la publication par le Club de Rome du rapport Meadows :

« Parler de "limites à la croissance" dans une économie de marché capitaliste est aussi absurde que de parler de limites à la guerre dans une société belliciste. Les beaux discours moralisateurs tenus aujourd'hui par toutes sortes d'écologistes bien intentionnés sont aussi naïfs que ceux des multinationales sont manipulateurs. On ne peut pas plus "convaincre" le capitalisme de limiter sa croissance que l'on ne peut "convaincre" l'être humain d'arrêter de respirer. »

En conclusion, pour l'écologie sociale, ce modèle économique du capitalisme doit être condamné sans équivoque dans son ensemble et sous toutes ses formes. Éviter le problème en parlant de société « industrielle » ou « thermo-industrielle », comme le font de nombreux partisans de la décroissance, nous éloigne des moyens de le combattre. Il en va de même lorsque l'on se limite à condamner un seul aspect du capitalisme, par exemple le secteur financier.

Cela va à l'encontre de l'idée, partagée par un large spectre politique allant de la droite aux Verts en passant par Attac, qu'il suffirait, par décret, de moraliser, punir ou taxer les émissions de carbone, les transactions financières, etc. Ce réformisme détourne l'attention de la critique des fondements de la production capitaliste et fait croire que « l'économie réelle » est saine, exempte de tout soupçon et, comme le marché, inhérente à la nature humaine. Bookchin adopte une approche totalement opposée. Dans la lignée de Marx, mais aussi de l'anarchisme, il combat la structure inhérente au capitalisme, son déterminisme et sa logique sans faille.

Pas de décroissance sans projet émancipateur cohérent

Pour Bookchin, la décroissance n'est pas viable sans une opposition claire au capitalisme. En d'autres termes, la possibilité d'établir une société de décroissance nécessite un mouvement dont l'objectif est de réviser fondamentalement l'économie actuelle, nos institutions, les dominations sociales intégrées (patriarcat, fonctionnement hiérarchique, exploitation par le travail salarié, etc.) et l'exploitation suicidaire du milieu naturel. Un mouvement résolument politique, aux ambitions globales et radicales, issu des citoyens et de leurs aspirations.

Plusieurs soulèvements ou tentatives de création d'un mouvement de revendications populaires appelant à plus de démocratie directe ont pu émerger depuis, notamment pendant et suivant la crise financière de 2008. On pense à des mouvements comme Occupy, les Indignés ou, plus proches de nous, les Gilets jaunes. Mais l'épuisement ou l'échec les a vaincus pour n'avoir pas su faire évoluer leurs revendications et leurs mécontentements dans l'optique de se fédérer et converger autour d'un projet clair et progressif visant un horizon émancipateur hors du capitalisme. L'autre cas de figure de ces échecs consistant à se faire happer par le jeu de *La politique*. Celui d'un parti politique, ou d'un « citoyennisme » managérial qui finissent tous deux par désamorcer leur puissance collective pour les remettre en main des Institutions étatiques, à l'instar de « Podemos » ou de « Barcelona en comú », en Espagne. La proposition de Bookchin est au contraire celle de la création d'un vaste mouvement populaire émancipateur, prenant en compte tous les domaines de la vie quotidienne, sociale et culturelle. Un mouvement pluriel se donnant les moyens d'élaborer une stratégie collective vivante, créant ses propres institutions politiques partant des assemblées décisionnelles dans les quartiers et les villages, en tension avec celles de l'État et destinées à récupérer notre puissance collective. Ce pouvoir politique, comme démocratie authentique, visera la sortie du capitalisme par la reprise en main communale des moyens de production, désignera des personnes mandatées, sans privilège et tournantes, chargées d'exécuter les décisions prises par les assemblées à l'image des zapatistes au Chiapas et envisagé par le Confédéralisme démocratique au Rojava. Des communes qui envisageront leur intégration dans leurs milieux naturels respectifs en les soignant et les enrichissant par des pratiques de permaculture et agroforesterie. L'administration des communes, également tournante dont la taille et les fonctions seront décidées et régulées par les assemblées locales, auront pour tâche la concrétion des décisions populaires et les indispensables liens et échanges entre quartiers, villages, régions autour du monde par le fédéralisme puis le confédéralisme. C'est en cela que consiste le communalisme réunissant dans une même cohérence mouvement et projet politique, moyens et fins, sans fin.

Floréal M. Romero

Pour en savoir davantage sur l'écologie sociale et le

communalisme : <https://ecologiesocialeetcommunalisme.org/>